

D'ici à 2050, le nombre de citoyens africains devrait doubler, passant de 700 millions à 1,4 milliard. « En l'absence d'une planification et d'actions concrètes, la croissance urbaine se finira par des implantations informelles et tentaculaires, par des bidonvilles peuplés de pauvres et disposant de peu d'opportunités » prévient Greg Munro, directeur de Cities Alliance. « Nous devons agir, nous devons planifier dès maintenant ». La transition urbaine de l'Afrique nécessite en effet, une planification efficace et des stratégies de financement novatrices. Un défi à la mesure de l'Afrique ! Un grand nombre de villes africaines et de zones urbaines n'existent pas encore et seront bâties au cours des prochaines décennies. Il est donc impératif de commencer la planification dès maintenant... Cela implique que les décideurs politiques et les acteurs économiques et sociaux s'emparent enfin du sujet... L'impact bénéfique sur l'environnement et le développement économique et social sera d'autant plus important, que la planification sera réalisée avant l'expansion urbaine. L'aménagement urbain impacte tous les aspects de la vie quotidienne dans la cité : accès à l'emploi, aux services, à la santé, transports... Dès lors se pose la question du manque d'investissement en ressources humaines et du manque de fonds alloués aux questions d'urbanisation. À titre d'exemple, au Nigeria, on estime qu'il manque 20 000 planificateurs urbains. À l'horizon 2050, le pays devrait compter deux immenses métropoles de plus de 30 millions d'habitants, *Lagos* et *Onitsha*. Un des enjeux sera aussi d'intégrer les questions climatiques. Il s'agit notamment d'empêcher le développement urbain dans des zones à risques, mais aussi de repenser les villes, face à la montée des températures.

Sur les berges du lac *Nokoué* au Bénin, *Ladji*, un ancien village en zone inondable, a fini par être avalé par l'agglomération de *Cotonou* qui s'étale au fil du temps. En 2018, trois jeunes femmes de *Ladji* ont cartographié leur quartier dans le cadre d'un projet de l'Institut de recherche pour le développement (*IRD*). Leur initiative a placé *Ladji* sur « Google-Maps », donnant ainsi à leur quartier une vraie existence cartographique. « Si on est un vrai quartier sur la carte, on doit aussi avoir l'eau et l'électricité ! » Ces propos illustrent le besoin de reconnaissance et d'amélioration des infrastructures des habitants des « quartiers informels » qui existent dans la réalité mais pas sur les cartes. Un responsable de *Cotonou* critique tout de même l'idée des trois femmes : « Il ne faudrait pas que cette initiative pour le quartier de *Ladji* donne envie à ses habitants de s'y installer sans eau ni électricité ! ». Cette initiative de cartographie souligne, non seulement le rôle crucial des habitants des « quartiers informels » dans la transformation urbaine, mais aussi, pointe le refus de leur existence par les autorités, ce qui les priverait des investissements publics nécessaires à un développement urbain clair et durable.

Travail à faire (en condition d'examen) :

Vous avez 1h30 pour résumer ce texte, selon les préconisations vues en cours : (1) donner un titre, (2) résumer le texte sans faire de copier – coller et (3) donner votre avis personnel.

Une attention particulière sera apportée à l'expression française et au vocabulaire !

Bon courage.